

SAÏD BOUAMAMA

**DES
CLASSES
DANGEREUSES
À L'ENNEMI
INTÉRIEUR**

**CAPITALISME,
IMMIGRATIONS,
RACISME**

SYLÉPSE

DES CLASSES DANGEREUSES À L'ENNEMI INTÉRIEUR
CAPITALISME, IMMIGRATIONS, RACISME

ÉDITIONS SYLLEPSE (PARIS)

© ÉDITIONS SYLLEPSE

69, RUE DES RIGOLES, 75020 PARIS (FRANCE)

EDITION@SYLLEPSE.NET

WWW.SYLLEPSE.NET

ISBN (PAPIER) : 978-2-84950-960-9

COUVERTURE : HELIOS FIGUEROA GARCIA / WWW.PUTSH.ONE

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	11
CHAPITRE 1	
CONSTRUCTION NATIONALE, GENÈSE DE LA CLASSE OUVRIÈRE ET IMMIGRATION	23
« LES IMMIGRATIONS INTERNES »	
« UN COLONIALISME INTÉRIEUR... »	
« ... ET SA MISSION CIVILISATRICE »	
SPÉCIFICITÉS FRANÇAISES	
LES IMMIGRATIONS EUROPÉENNES	
MOUVEMENT OUVRIER ET IMMIGRATION	
CHAPITRE 2	
CAPITALISME, IMMIGRATION ET LUTTES DES CLASSES	69
LA STRUCTURE INÉGALE DES RELATIONS ÉCONOMIQUES INTERNATIONALES	
UNE VARIABLE D'AJUSTEMENT POUR LES ÉCONOMIES DES CENTRES DOMINANTS	
UNE CONCURRENCE GÉNÉRALISÉE ENTRE FORCES DE TRAVAIL	
LA SEGMENTATION DU MARCHÉ DU TRAVAIL	
DISCRIMINATIONS RACISTES ET SEGMENTATION DU MARCHÉ DU TRAVAIL	
QUELQUES FIGURES DES SEGMENTS DE SUREXPLOITATION CONTEMPORAINS	
LA « RACE » COMME MODE DE GESTION DU RAPPORT DE CLASSE	
CHAPITRE 3	
PROLÉTARIANISATION DU MONDE ET POLITIQUES MIGRATOIRES	115
MONDIALISATION CAPITALISTE, PROLÉTARIANISATION DU MONDE ET SUREXPLOITATION	
LES MUTATIONS LOGIQUES DES POLITIQUES MIGRATOIRES	
LA FONCTION SYSTÉMIQUE DE LA LOGIQUE DE LA FORTERESSE	
LA FONCTION SYSTÉMIQUE DE L'IMMIGRATION CHOISIE	
LA FONCTION SYSTÉMIQUE DE LA PRÉCARISATION DU SÉJOUR	
LES DISCOURS D'ACCOMPAGNEMENT IDÉOLOGIQUE	

CHAPITRE 4	
DE LA NATIONALITÉ À LA LIGNE DE COULEUR	167
DU BON USAGE DE LA COMPARAISON	
LES MOTS POUR LES DIRE	
LES MOTS POUR SE DIRE	
INTÉGRATIONNISME ET OCCULTATION DES DISCRIMINATIONS	
LE CONTEXTE D'ÉMERGENCE DU NOUVEL INTÉGRATIONNISME	
LA PATHOLOGISATION DE L'INÉGALITÉ SOCIALE	
DES IMMIGRÉS QUI ONT ÉMIGRÉ DE NULLE PART	
LE TABOU DE LA COULEUR	
CHAPITRE 5	
LES DISCRIMINATIONS RACISTES, UNE ARME DE DIVISION MASSIVE	211
DES AVERTISSEMENTS DE LA RECHERCHE OCCULTÉS	
UNE RÉALITÉ PRÉVISIBLE ET PRÉVUE	
UNE RECHERCHE DOMINÉE POUR UNE POPULATION DOMINÉE	
L'AMPLEUR DES DISCRIMINATIONS RACISTES	
LES EMPLOIS RÉSERVÉS ET LEURS EFFETS STRUCTURELS DURABLES	
LA SÉGRÉGATION RÉSIDENTIELLE : DISCRIMINATION AU LOGEMENT ET « ASSIGNATION À RÉSIDENCE »	
UN SYSTÈME DE DISCRIMINATIONS RACISTES	
LE SENTIMENT DE DISCRIMINATION ET SA NÉGATION	
LES EFFETS DESTRUCTEURS DES DISCRIMINATIONS RACISTES	
CHAPITRE 6	
UNITÉ ET DIVERSITÉ DU RACISME	261
PRÉHISTOIRE ET HISTOIRE DU RACISME	
ETHNOCENTRISME, XÉNOPHOBIE ET RACISME	
LES FIGURES HISTORIQUES DU RACISME	
LES FIGURES CONTEMPORAINES DU RACISME	
LA DIVERSITÉ CONTRE L'ÉGALITÉ	
LA NOUVELLE ISLAMOPHOBIE OU LA PREMIÈRE FIGURE DU RACISME « CIVILISATIONNISTE »	
LA NÉGROPHOBIE OU LE RETOUR DE LA RACE	
LE PHÉNIX DE L'ANTISÉMITISME	
LE PHÉNIX DE L'ANTITSIGANISME	
RACISMES CIVILISATIONNISTES ET ENNEMIS DE L'INTÉRIEUR	

CHAPITRE 7	
DÉBATS ET POLÉMIQUES DANS L'ANTIRACISME. LA FABRIQUE D'UNE DISQUALIFICATION DE LA PAROLE ANTIRACISTE	315
DU JUDÉO-BOLCHEVISME À L'ISLAMO-GAUCHISME	
LA POLICE DU VOCABULAIRE : L'EXEMPLE DU RACISME D'ÉTAT	
MÉPRIS DU SAVOIR PROFANE ET OCCULTATION DE CERTAINES RECHERCHES	
LES LOGIQUES DE LA DILUTION ET DE L'INVERSION : L'EXEMPLE DU RACISME ANTI-BLANC	
CHAPITRE 8	
DU COMMUNAUTARISME AU SÉPARATISME. LA CONSTRUCTION D'UNE PEUR SOCIALE COMME MODE DE GOUVERNEMENT	359
QUELQUES FIGURES HISTORIQUES DE LA SÉCESSION	
L'ENTRE-SOI DES UNS, LE « COMMUNAUTARISME » DES AUTRES	
L'EXPLICITE DU « SOCIAL » ET L'IMPLICITE DE L'« ETHNIQUE »	
UNE LOGIQUE DE DIABOLISATION	
LE CRIME ABSOLU : LA « NON-MIXITÉ »	
LA FONCTION SYSTÉMIQUE DU DISCOURS SUR LE COMMUNAUTARISME	
PRODUIRE UN CONSENTEMENT AU TRAITEMENT D'EXCEPTION	
CHAPITRE 9	
SURVEILLER ET PUNIR : LES VIOLENCES POLICIÈRES SYSTÉMIQUES	409
SURVEILLANCE ET RÉPRESSION POLICIÈRE	
GUERRE D'ALGÉRIE ET POLICE DE L'IMMIGRATION	
DANGEREUX PAR NATURE, DOCILE FACE À LA FERMETÉ	
LA MÉMOIRE INCORPORÉE	
CONTRÔLER LES « CLASSES DANGEREUSES »	
LE MODÈLE DE LA « CONQUÊTE TERRITORIALE »	
UNE LOGIQUE DE GUERRE ?	
UNE EXTRÊME DROITE ACTIVE DANS LA POLICE	
CONCLUSION	453

À mes petits-enfants, Yamin et Yuri, dans l'espoir qu'ils puissent vivre dans un monde sans racisme et sans domination.

INTRODUCTION

«L’“immigré” fonctionne [...] comme un extraordinaire analyseur des régions les plus obscures de l’inconscient», Pierre Bourdieu¹.

La loi sur le «séparatisme» annoncée pour une présentation au conseil des ministres le 9 décembre 2020 dessine les contours des futures élections présidentielles de 2022. Sans surprise l’immigration, l’islam, les quartiers populaires, etc., sont une nouvelle fois placés au centre des débats politiques et des polémiques qui les accompagnent. La droite s’insurge déjà contre un texte jugé trop «mou» et l’extrême droite y voit une confirmation et une reconnaissance de ses thèses. Les chroniqueurs médiatiques s’en donnent à cœur joie pour alerter contre un péril imminent lié au «communautarisme» ou contre une catastrophe en cours ayant pour cause l’immigration et ses héritiers français. Dans une logique de surenchère impressionnante, chacun d’entre eux y va de ses propositions pour protéger la République, la laïcité, la liberté d’expression, etc., qui seraient menacées par ce pseudo-«séparatisme»: interdiction du voile pour les accompagnatrices de sorties scolaires pour les uns et même jusque dans la rue pour d’autres, rétablissement de la double peine, expulsion des mineurs isolés ou pour d’autres des femmes portant un foulard, rétablissement de la peine de mort, organisation par l’État de l’«islam de France», réouverture d’un bagne, etc.

Une nouvelle fois, un débat-écran est imposé politiquement et médiatiquement, reléguant à une place seconde pêle-mêle une gestion calamiteuse d’une pandémie inédite, une massification de la paupérisation et de la précarisation aboutissant à un déclassement généralisé s’étendant désormais aux couches moyennes, un mouvement social de grande ampleur qui, des Gilets jaunes au mouvement contre la réforme des

1. Pierre Bourdieu, préface au livre d’Abdelmalek Sayad, *L’immigration ou les paradoxes de l’altérité*, Paris/Bruxelles, De Boeck Université, 1997, p. 9.

retraites en passant par celui contre les crimes racistes, visibilise une crise de légitimité des politiques néolibérales de ces dernières décennies, des violences policières s'étendant désormais à toutes les contestations sociales, alors qu'elles ont été longtemps le «privilege» des quartiers populaires et de leurs habitants, des interventions militaires de l'armée française tous azimuts, etc. Pour ce faire, la vieille recette de la peur est de nouveau mobilisée sous la forme d'un discours de guerre appelant à une logique d'unité nationale contre un «ennemi de l'intérieur» et à faire taire les divergences sociales et les désaccords politiques face au danger mis en scène.

L'assassinat odieux d'un enseignant par «décapitation» en octobre 2020 par un jeune homme de 18 ans est interprété par le président de la République, par son ministre de l'intérieur, par de nombreux responsables politiques et par nos fameux chroniqueurs comme une preuve de la véracité du danger et de l'urgence d'une réaction ferme. L'assassin responsable de cet acte horrible prétendait punir cet enseignant pour avoir utilisé une caricature du prophète du journal *Charlie Hebdo* dans une séquence pédagogique sur la tolérance.

Tous ceux refusant cette logique de guerre sont réduits à la caractérisation d'«islamo-gauchistes» faisant le lit, soit par calcul, soit par naïveté de l'«islamisme». L'instrumentalisation d'une émotion collective face à l'ignominie suscite sans surprise une série d'actes, spontanés pour certains, très bien organisés pour d'autres, contre des musulmans ou supposés tels – agression de deux femmes portant un «voile» à Paris, collage des caricatures du Prophète sur les murs de plusieurs mosquées, dépôts de jambons dans les rayons hallal des supermarchés, etc. – et contre lesdits «islamo-gauchistes» – inscription du mot «collabo» au siège du PCF à Paris, exigence d'un remplacement des responsables de l'observatoire de la laïcité accusés de ne pas partager la vision guerrière et excluante de ce principe démocratique, etc.

Nous en sommes là au moment où nous terminons ce livre dont le projet et le contenu sont issus des échanges établis lors de nos nombreuses conférences sur les immigrations et leurs héritiers, sur les quartiers populaires et les processus sociaux qui s'y déploient et sur les politiques de ces dernières décennies concernant ces territoires et leurs habitants. L'approche parcellaire de ces questions, isolant chacune d'entre elles du contexte global (historique, économique, idéologique, politique, etc.), nous semblait en effet fréquente. Or isoler une partie (ou des parties)

de la totalité qui la détermine est un frein consistant à la compréhension des enjeux globaux de ces questions. Les faits décrits ci-dessus, c'est-à-dire la gestion par la peur d'un fait social ignoble, d'une part, et les réactions islamophobes suscitées par cette gestion, d'autre part, ne sont possibles qu'en prenant en compte ce réductionnisme méthodologique désormais banalisé par les chroniqueurs et autres « experts » qui peuplent les plateaux et ainsi influencent l'opinion publique dans une direction unique. Proposer une recontextualisation historique, économique et idéologique des différentes questions liées aux immigrations, à leurs héritiers français et aux territoires où ils habitent est l'objectif principal de ce livre. Nous ne visons pas une exhaustivité impossible mais simplement un rappel de quelques données de ces différents contextes sans lesquels les dominants peuvent aisément imposer leurs lectures du réel jusqu'à une partie importante de ceux qui veulent les combattre.

Sur le plan historique, l'idée répandue d'une immigration contemporaine posant des difficultés au reste de la société ou constituant un danger pour elle, suppose une réécriture de l'histoire des immigrations passées. Le roman d'une intégration harmonieuse des immigrations européennes est, en effet, mobilisé pour mettre en exergue l'impossible « intégration » des immigrations contemporaines. Pour ce faire sont effacés de la mémoire historique les discours et les traitements subis par ces immigrations européennes au moment où elles se déroulent. Sur le plan du traitement, ces immigrations successives ont été systématiquement assignées aux emplois et aux secteurs surexploités, aux logements ségrégués et à l'incertitude du séjour. Sur le plan des discours, ces immigrés « européens » ont été systématiquement stigmatisés comme porteur de tous les maux sociaux, tant dans le discours politique que dans les médias. Des « immigrés de l'intérieur » (Bretons et autres Auvergnats) aux immigrations « européennes », la stigmatisation idéologique de ces immigrations répond à leurs fonctions économiques.

Sur le plan économique, ces immigrations successives relèvent de causalités similaires – ce qui n'exclut pas, bien sûr, des spécificités secondaires – et d'un mode d'insertion tout aussi comparable dans la société française. Les causalités repérables, hier comme aujourd'hui – pour les immigrations européennes ou pour celles en provenance des colonies puis des anciennes colonies – se trouvent dans la destruction des économies paysannes communautaires, familiales, basées sur une agriculture vivrière et une économie de subsistance par un capitalisme qui

ne peut fonctionner qu'en s'étendant, c'est-à-dire en détruisant sur son passage tous les autres modes de production. La colonisation est à cet égard une généralisation par la force armée des rapports sociaux économiques capitalistes débouchant sur les mêmes résultats – mais beaucoup plus radicalement et rapidement – que ceux obtenus par la ruine de la paysannerie européenne. Les paysans dépossédés sont dès lors «libres» pour se transformer en prolétaires dont a besoin le système capitaliste. Ils constitueront dès lors, hier comme aujourd'hui, une variable d'ajustement structurel par le biais d'une segmentation du marché du travail permettant d'exploiter l'ensemble des travailleurs et de surexploiter une partie d'entre eux. L'inégalité des droits sociaux, syndicaux et politiques et les discriminations légales liées à la nationalité, la menace de l'expulsion et la répression contre les velléités contestatrices ont de manière continue été utilisés pour imposer une assignation à la surexploitation. Autrement dit, la «race» a été de manière constante utilisée comme mode de gestion des rapports de classes pour masquer ceux-ci, diviser selon l'origine des travailleurs ayant un intérêt stratégique à s'unir, invisibiliser la surexploitation en expliquant de manière essentialiste la condition sociale des immigrations successives comme résultant d'un «défaut d'intégration», suscité lui-même par une pseudo-différence culturelle. L'essentialisme fut ainsi (et est encore aujourd'hui) l'accompagnement idéologique de cette gestion des rapports de classes.

Cette invariance de la fonction économique n'empêche nullement l'existence de variations liées au rapport de forces social de chacune des séquences historiques. En fonction de la manière dont les organisations du mouvement ouvrier ont abordé les questions liées à l'immigration, l'assignation et la surexploitation qui l'accompagne ont été plus ou moins fortes et plus ou moins durables. Or les dernières décennies du siècle passé ont vu se déployer une mutation importante du rapport de forces social à l'échelle de chaque pays et à l'échelle mondiale. Ce qui a été appelé «mondialisation» est une stratégie de reconquête par les classes dominantes des conquêtes sociales arrachées par les luttes sociales depuis plus d'un siècle et demi. Nous assistons à la destruction pas à pas de toutes les entraves à la logique capitaliste imposées par les luttes sociales antérieures – une grande revanche historique en quelque sorte. La mise en concurrence à l'échelle mondiale des forces de travail que constitue cette mondialisation capitaliste (ou plus exactement cette phase nouvelle de la mondialisation capitaliste) nécessitait

un nouveau modèle migratoire et un nouvel accompagnement idéologique. Contrairement à la phase antérieure du capitalisme, l'accès à la force de travail surexploitée est désormais obtenu d'abord par l'exportation des entreprises et secondairement par l'importation d'immigrés. Il en découle la fermeture des frontières dans une logique de construction de l'Europe forteresse, d'une part, et une précarisation du séjour des nouveaux immigrés pour les secteurs de l'économie non délocalisables, d'autre part. L'accompagnement idéologique, pour sa part, prend les formes des discours sur le « seuil de tolérance », la « crise migratoire », le « grand remplacement », etc.

C'est ce nouveau contexte global que constitue la « mondialisation » qui doit, selon nous, être pris en compte dans l'analyse des différentes questions contemporaines liées à l'immigration et aux quartiers populaires. Non seulement il n'y a aucune crise migratoire (au sens d'un afflux massif dépassant de pseudo-capacités d'accueil) mais les structures démographiques européennes rendent nécessaire un apport migratoire pour permettre de contrecarrer ou de ralentir le vieillissement de la population. Il n'y a pas d'afflux massif de nouveaux immigrés, en dépit des conséquences catastrophiques des politiques néolibérales imposées par le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale et des effets destructeurs des guerres pour les minerais et les énergies que mènent les grandes puissances, car ce sont vers les pays voisins que migrent les damnés de la terre de la mondialisation capitaliste. C'est donc à d'autres besoins que répond le nouveau modèle migratoire. Le premier besoin est celui de fixer sur place la main-d'œuvre bon marché pour la rendre disponible pour les emplois délocalisés. Il en découle le principe de la fermeture militarisée des frontières européennes et états-uniennes, avec en conséquence une Méditerranée et une frontière mexicaine se transformant en cimetières géants. Le second besoin est le captage des forces de travail qualifiées (la fameuse « fuite des cerveaux » africains par exemple) ne trouvant plus à s'employer sur place du fait de la destruction des services publics imposée par les plans d'ajustement structurel du FMI. Il en découle le principe cynique de l'« immigration choisie », consistant à récupérer une force de travail qualifiée dont le coût de formation n'a pas été supporté par l'économie française. La crise du Covid a ainsi mis en exergue le grand nombre de médecins étrangers exerçant dans les services d'urgence. Le troisième besoin est

celui de fournir une main-d'œuvre « compétitive » pour les secteurs non délocalisables.

Il en découle en premier lieu une production juridique de sans-papiers, l'épée de Damoclès de l'expulsion et les contraintes de la survie contraignant ceux-ci à accepter des conditions de travail et de rémunération se rapprochant de celles des emplois délocalisés dans les pays dominés. Le « statut » de sans-papiers, jadis de courte durée, s'étend désormais sur plusieurs années, constituant ainsi un vivier conséquent de main-d'œuvre n'ayant pas d'autre choix que d'accepter ce type d'emplois.

Il en résulte en second lieu la précarisation du séjour pour les immigrés « réguliers », sur lesquels pèse désormais la menace permanente de non-renouvellement de leur titre de séjour. Les lois sur le séjour, qui se sont multipliées ces dernières décennies, ont toutes été dans le sens d'une instabilité qui rend les immigrés « réguliers » captifs de certains emplois et de certains secteurs.

Il en découle enfin, en troisième lieu, un système de discriminations racistes touchant les Français héritiers des immigrations provenant des anciennes colonies. À la différence des immigrations européennes, pour qui le traitement discriminatoire prenait fin avec les enfants français de ces immigrés, il perdure désormais au moins sur plusieurs générations pour les héritiers des immigrations postcoloniales. Le stigmate xénophobe prend désormais une dimension transgénérationnelle. À la nationalité comme critère de discrimination légale s'ajoutent désormais l'origine ou la couleur comme critères de discrimination illégale mais généralisée. C'est ainsi une véritable pyramide des forces de travail qu'organise le capitalisme mondialisé dans chacun des pays du centre dominant. Loin de s'arrêter à l'immigration, cette logique pyramidale s'étend ensuite à l'ensemble des forces de travail par la dérégulation, la flexibilisation et la multiplication des statuts et en particulier des statuts précaires. C'est ce processus global que vise à masquer ou à légitimer idéologiquement une série de nouveaux discours (ou d'anciens reformulés) constitutifs des polémiques médiatiques et politiques récurrentes sur l'immigration ou sur les jeunes des quartiers populaires : « crise de l'intégration », « communautarisme », « ensauvagement », etc.

Ces nouveaux discours procèdent par inversion de l'ordre des causes et des conséquences. Des résultats d'un traitement inégalitaire sont présentés comme des causes relevant d'une essence, d'une culture, d'une religion. La discrimination raciste, qui ne peut plus être niée en raison

de son ampleur, est de cette façon imputée aux victimes. Les discriminations en matière d'accès au logement deviennent ainsi le résultat du communautarisme. Celles en matière scolaire se transforment en résultat de la culture familiale. Celles en matière d'emploi se mutent en conséquence d'une pseudo-crise de l'intégration. La dénonciation de ces discriminations peut dès lors s'interpréter comme étant une victimisation soit pathologique, soit stratégique afin d'accéder à un bien rare non mérité (emploi, formation, logement, etc.). Les conséquences de ces discriminations racistes sur les trajectoires de ceux qui les subissent et sur la collectivité sont conséquentes. Sur le plan collectif, se diffuse l'image d'une partie de la population française problématique à partir d'un critère de couleur et d'origine. Sur le plan des trajectoires se déploient des dégâts invisibles (ou plus exactement invisibilisés par le discours dominant) tant au niveau de la santé physique que de la santé mentale. Le sentiment d'être un Français de seconde zone n'est pas sans conséquence dans le rapport à soi, aux autres et à la société globale.

De la révolte individuelle au nihilisme en passant par l'autodestruction de soi et/ou de son entourage et les révoltes collectives des quartiers populaires comme en novembre 2005, nous sommes en présence des effets de ce système de discriminations racistes. Pour une extrême minorité de cette jeunesse, celle disposant dans son entourage du moins de facteurs de protection, la fragilisation de l'existence et l'impossible projection dans l'avenir conduisent à les rendre disponibles à toutes les récupérations idéologiques. C'est ainsi que les discriminations racistes forment un terreau pour les charlatans de tout poil (du «complotisme» au «terrorisme»). Ces conséquences du contexte discriminatoire sont à leur tour mises en scène comme autant de causes reliées à une pseudo-spécificité de l'islam.

L'explication culturaliste en lieu et place de l'explication socio-économique permet ainsi de passer d'une extrême minorité à toute une catégorie de la population caractérisée par sa foi réelle ou supposée, tout en invisibilisant les causes réelles du processus. En dépit d'une multitude de recherches documentant les processus de discriminations racistes massives et structurelles, ceux-ci disparaissent des analyses dominantes des faits et maux sociaux concernant les quartiers populaires et leurs habitants. Toujours sur le plan des trajectoires, un effet massif se déploie, déterminé par les contraintes de la survie : la baisse de l'ambition, c'est-à-dire la résignation au déclassement. Ainsi est de nouveau produit un

vivier conséquent de main-d'œuvre disponible pour les emplois soumis à la surexploitation.

Ces nouveaux discours idéologiques ne pouvaient pas ne pas produire une reconfiguration du racisme, l'adaptant aux nouveaux besoins du capitalisme mondialisé. Contrairement aux explications idéalistes, le racisme n'est pas une caractéristique inhérente à l'être humain mais une production historique datée. La mise en scène par l'antiracisme d'État du racisme comme étant une malédiction incontournable, une face négative de l'humanité, une réalité ayant toujours existé, etc., permet de masquer les fonctions systémiques du racisme sur les plans économique, politique et idéologique. Pour ce faire, le racisme est amalgamé avec d'autres processus ayant existé dans le passé, et en particulier avec l'ethnocentrisme et la xénophobie. Or le racisme émerge comme théorisation de l'inégalité légitime entre les hommes selon le critère de l'appartenance à de pseudo-races au moment de l'émergence du capitalisme, pour justifier l'extension de celui-ci au reste du monde. Pour lui aussi, ce sont des besoins matériels qui suscitent des justifications idéologiques. Pour les mêmes raisons, le racisme a une histoire le faisant passer d'une figure à une autre en fonction des besoins de justification et des rapports des forces. Ces derniers, en se transformant, suscitent de nouvelles figures moins décrédibilisées et donc pouvant mieux jouer leur fonction de légitimation de la domination. Les horreurs de la Seconde Guerre mondiale et du nazisme, les progrès des savoirs scientifiques et les révoltes des «races inférieures», ont ainsi globalement rendu obsolète la figure du racisme biologique. La figure du racisme culturaliste pouvait alors apparaître. La mutation de la forme était ainsi au service de la continuité de la fonction.

Les mutations de la mondialisation capitaliste sont d'une telle ampleur et suscitent une telle régression sociale qu'elles rendaient nécessaire une nouvelle mutation des modalités du racisme. Tout en restant centré sur une approche culturaliste, ces nouvelles modalités devaient en effet répondre aux besoins de légitimation de la mondialisation : justification des nouvelles guerres pour les énergies et les matières premières, légitimation de la politique meurtrière de fermeture armée des frontières, justification des discriminations racistes et de l'organisation pyramidale des sociétés des pays dominants, etc. La théorie du «choc des civilisations» apporte un cadre théorique global à ce besoin de nouvelles modalités du racisme. Celui-ci s'argumente désormais – explicitement

ou de manière plus masquée – en invoquant l'existence d'un « conflit de civilisation » rendant nécessaire la défense d'une civilisation occidentale qui serait menacée par d'autres. Il prend ainsi la forme du racisme civilisationniste. L'avantage de cette nouvelle figure est sa grande plasticité lui permettant de s'adapter à une diversité de cibles selon les besoins du pays concerné, du moment historique ou de l'objectif de court terme visé. Il peut ainsi se décliner en racisme anti-latino aux États-Unis et en islamophobie et en négrophobie en France. Si elle est unitaire (au sens d'une unité de l'argumentaire), la nouvelle figure n'est pas unicitaire (au sens de la multiplicité de ses traductions possibles).

Bien entendu, les cibles de ces nouvelles formes du racisme ne sont pas restées sans réactions. Depuis les débuts de la décennie 1980, les luttes contre les discriminations racistes, l'islamophobie, les guerres impérialistes, les violences policières, etc., se multiplient pour dénoncer les conséquences racistes de la mondialisation capitaliste. Les convergences se sont multipliées jusqu'à dessiner les contours de ce qu'il est convenu désormais d'appeler l'« antiracisme politique », expression choisie par ces militantes et militants pour souligner le caractère systémique du racisme par opposition à une approche dominante du racisme le définissant comme réaction individuelle. Le caractère systémique du racisme appelle une action politique, alors que sa définition individuelle oriente vers une action morale ou d'éducation ou encore limitée à la déconstruction des préjugés. Des tentatives d'organisation se sont déployées et en dépit des divergences, profondes sur certaines questions, elles ont convergé pour visibiliser ce que les nouveaux discours de la domination tentaient d'occulter. La réaction systémique fut violente, aussi violente que les intérêts en jeu. Elle prit d'abord la forme d'une tentative d'endiguement et d'isolement de l'antiracisme politique par l'intimidation des alliés potentiels. Le contexte des attentats fut mis à contribution et instrumentalisé pour ce faire. L'apparition, puis la reprise médiatique massive du néologisme « islamo-gauchisme » à des fins de disqualification puis de menace, illustrent cette tentative de remise au pas, c'est-à-dire de réimposition du silence. Elle prit ensuite la forme d'une police du vocabulaire tentant d'interdire certains concepts permettant de comprendre les mutations contemporaines du racisme : racisme d'État, islamophobie, etc. Elle prit enfin la forme d'une logique ancienne de réponse aux exigences d'égalité, celle de l'inversion. C'est ainsi et pour ce faire qu'est diffusée médiatiquement la thèse de

l'existence d'un pseudo-«racisme anti-Blanc». Cette thèse occulte le lien entre racisme et pouvoir et permet ainsi de mettre sur le même plan des insultes individuelles et des inégalités de traitement en raison de l'origine ou de la couleur. La logique déployée est du même type que celle jadis mise en avant à propos de l'exigence d'égalité entre hommes et femmes. Elle aussi s'est vue opposer un pseudo-sexisme anti-homme.

Une telle inversion ne pouvait tenter de s'imposer qu'en diffusant une peur sociale, ce qui prit la forme des discours politiques et médiatiques sur le «communautarisme», le «séparatisme», l'«ensauvagement», etc. Au sein même de la République existerait, selon ces discours, un ennemi de l'intérieur menaçant pêle-mêle la République, la laïcité, le droit des femmes, et propageant un racisme anti-Blanc.

Une logique de guerre préventive pouvait dès lors se déployer contre cet ennemi dans des formes qui ne sont pas sans rappeler les logiques anticommunistes des moments les plus exacerbés de la guerre froide. Justifier par la peur un traitement d'exception d'une partie de la population est, hier comme aujourd'hui, un mode de gestion de la contestation sociale. Ce traitement spécifique vise à surveiller et punir une partie de la population que ses conditions d'existence poussent à la revendication et à la révolte sociale. Les discours sur les «territoires perdus de la République» qu'il serait urgent de reconquérir, au besoin par la force, visent ainsi à actualiser la vieille hantise du contrôle des «classes dangereuses». Ils ont préparé l'opinion publique à accepter une mutation des objectifs de la police dans les territoires où habitent ces populations construites comme dangereuses. Véritable logique de guerre, la pseudo-«reconquête territoriale» se traduit par une militarisation de l'armement policier, la création d'une police spécifique dont la BAC est le service le plus connu, un accroissement des contrôles au faciès à des fins d'intimidation et de rappel de la domination. Le résultat est sans surprise et se concrétise par des violences policières systémiques débouchant sur des deuils à répétition dans les quartiers populaires. Loin d'être des bavures, ceux-ci ne sont que le haut de l'iceberg des violences policières, elles-mêmes issues des choix des politiques de maintien de l'ordre dans certains territoires.

Les interactions entre toutes ces différentes questions seront développées dans les différents chapitres de ce livre. Soulignons pour l'instant à nouveau l'importance d'une approche systémique contre la lecture parcellisante dominante. La lecture parcellisée des questions liées à

